



LE TRUMPISME À LA FRANÇAISE

Luc Rouban

Directeur de recherche CNRS

luc.rouban@sciencespo.fr

L'onde de choc de l'arrivée de Donald Trump à la Maison-Blanche ne se limite pas aux États-Unis et ne se réduit pas non plus à un exercice brutal du pouvoir comme celui que l'on a pu observer dans la mise en œuvre des réformes ou dans les relations internationales, notamment lors de sa rencontre avec le président ukrainien en février 2025. Elle exerce une fascination indéniable sur une grande partie de la droite et de l'extrême-droite en France, ne serait-ce que par sa démonstration qu'une droite radicale et autoritaire peut prendre le pouvoir dans un pays considéré comme le fleuron des démocraties occidentales. Le trumpisme est devenu en quelques semaines le modèle d'une nouvelle forme de pouvoir politique, une forme originale qui n'a pas de précédent dans l'histoire politique moderne. Il ne s'agit pas de populisme mais de tournant oligarchique, car ce pouvoir est soutenu par les nouvelles élites de la *tech* sous la houlette d'Elon Musk et d'autres patrons de la Silicon Valley et il est devenu bien plus le signe d'un capitalisme conquérant que d'un repli national porté par des miséreux. Il ne s'agit pas non plus de fascisme, comme on le désigne souvent par commodité sans même chercher à regarder si la comparaison avec l'Italie de Mussolini a une quelconque pertinence. La difficulté à lui coller une étiquette montre bien qu'une transformation du rapport au politique est en train de s'opérer sans que les concepts qui peuvent l'énoncer soient déjà disponibles, au risque, sinon, de pratiquer l'anachronisme et le contre-sens.

Si la fascination à l'égard du trumpisme, comme celle qu'exprime Sarah Knafo de Reconquête !, s'inscrit dans un cadre institutionnel et une histoire politique qui ne sont pas ceux des États-Unis, elle vient néanmoins à la rencontre d'attentes assez fortement présentes dans l'électorat français. Parmi ces attentes, que décèle la vague 16 du Baromètre de la confiance politique, on peut remarquer une critique de la justice, une remise en cause du personnel politique traditionnel au nom de l'efficacité, une forte association entre libéralisme économique et demande d'autorité, tout comme une volonté de séparer ce qui appartient à la sphère publique et ce qui appartient à la sphère privée, qu'il s'agisse de défendre ses intérêts ou bien ses opinions. La question reste alors de savoir si cette nouvelle formule politique reste confinée à la droite et à l'extrême-droite françaises ou bien si elle ne les a pas déjà débordées pour devenir un arrière-fond commun à de nombreux électeurs.

L'analyse est faite à partir de la vague 16 du Baromètre de la confiance politique menée en partenariat avec le CMA, le Conseil économique, social et environnemental, EDF, l'Institut de l'entreprise, Intériale, l'Université LUISS de Rome. L'échantillon est de 3 561 enquêtés pour la France, interrogés du 17 au 29 janvier 2025, de 2 000 enquêtés pour l'Allemagne, interrogés du 24 au 29 janvier 2025, de 1 760 enquêtés pour l'Italie, interrogés du 28 au 31 janvier 2025 et de 1 771 enquêtés aux Pays-Bas, interrogés du 28 janvier au 5 février 2025.

Une faible confiance dans la justice

On aurait bien tort de penser que la France est restée un pays étatiste. Certes, les niveaux de confiance dans les principaux services publics sont particulièrement élevés et montrent un fort attachement à des institutions qui assurent la cohésion sociale : 76% ont confiance dans les hôpitaux (74% en Allemagne, 68% en Italie, 80% aux Pays-Bas), 71% ont confiance dans la police (72% en Allemagne, 70% en Italie, 71% aux Pays-Bas), 74% ont confiance dans l'armée, ce qui est moins vrai dans les autres pays étudiés dans l'enquête (64% en Allemagne, 65% en Italie, 67% aux Pays-Bas). En revanche, la première indication d'une faille dans la confiance dans les institutions étatiques est donnée par le très faible niveau de confiance dans la justice : seuls 44% des enquêtés français et 44% des enquêtés italiens, lui font confiance, ce qui confirme une tendance de long terme, contre 66% des enquêtés allemands et 63% des enquêtés hollandais.

On retrouve dans cette méfiance prononcée à l'égard du système judiciaire un premier élément de convergence avec le trumpisme car la défense de l'État de droit est bien affaiblie dès lors que la régulation institutionnelle opérée par la magistrature est remise en cause. Sur ce terrain, la méfiance est de règle depuis longtemps puisque la proportion d'enquêtés français lui faisant confiance était déjà de 44% en 2017 sans que cette proportion n'ait évolué depuis. C'est en France que les enquêtés sont les plus nombreux à la considérer comme *trop laxiste* (69% contre 57% en Allemagne, 53% en Italie et 51% aux Pays-Bas), comme *partiale* (77% contre 60% en Allemagne, 75% en Italie et 61% aux Pays-Bas) et surtout comme *politisée* (69% contre 47% en Allemagne, 60% en Italie et 43% aux Pays-Bas). Comme l'ont déjà montré d'autres études¹, c'est surtout à droite et à l'extrême-droite que ces caractéristiques sont les plus dénoncées et que le niveau de confiance dans la justice est le plus bas : 25% chez les électeurs du RN au premier tour des élections législatives de 2024, 46% chez les électeurs LR et de ses alliés, 66% chez ceux de Renaissance, du MoDem et de leurs alliés, 55% chez les électeurs du NFP.

1.

Luc Rouban, « La confiance dans la justice comme test démocratique », Note Le Baromètre de la confiance politique, Sciences Po CEVIPOF, vague 14, mai 2023

Pour mesurer cette défiance à l'égard de la justice, on a construit un indice reposant sur les réponses positives au fait qu'elle serait trop laxiste, partiale et politisée. Ces trois dimensions sont fortement corrélées entre elles (pour la France, alpha de Cronbach = 0,688). On a ensuite dichotomisé cet indice entre un niveau faible (aucune ou une réponse positive) et un niveau élevé (deux ou trois réponses positives). En France, la proportion d'enquêtés se situant sur la partie supérieure de l'indice est de 71% contre 52% en Allemagne, 63% en Italie et 48% aux Pays-Bas.

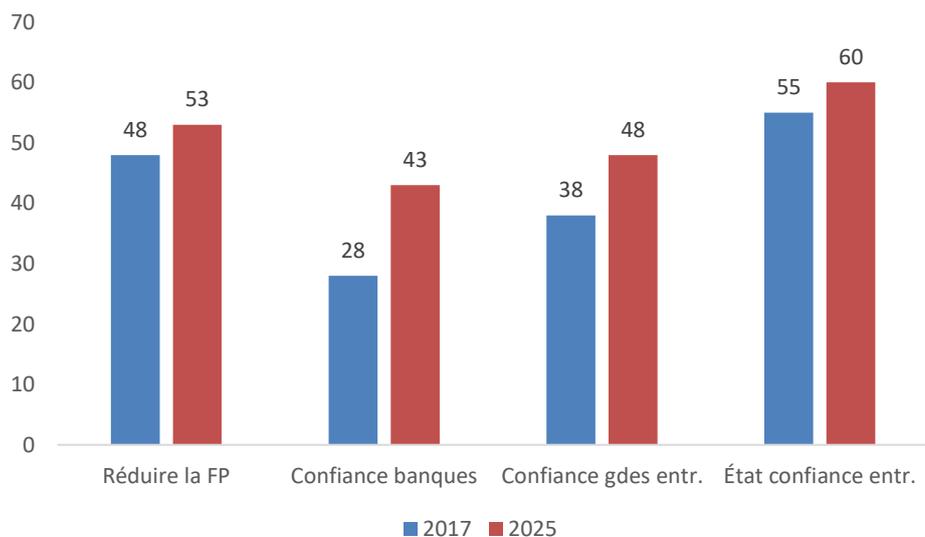
Un libéralisme économique en expansion

Si la confiance dans la plupart des grands services publics reste haute, il n'en demeure pas moins que le niveau de libéralisme économique tend à augmenter. On peut mesurer cette dimension au travers de plusieurs indicateurs. Par exemple, le niveau de confiance dans les banques (43% contre 48% en Allemagne, 33% en Italie et 52% aux Pays-Bas) a augmenté de 5 points depuis 2023 et atteint un niveau historique depuis la création du Baromètre en 2009 où cette confiance n'était partagée que par 29% des enquêtés français. Il en va de même pour les grandes entreprises privées qui inspirent de la confiance à 48% des enquêtés français (contre 44% en Allemagne, 49% en Italie comme aux Pays-Bas). La confiance dans les PME, quant à elle, reste très haute

en moyenne (77% contre 76% en Allemagne, 74% en Italie mais 65% aux Pays-Bas). Mais d'autres signaux doivent être également pris en considération. Par exemple, la hausse importante depuis 2024 (+ 11 points) de la proportion d'enquêtés estimant qu'il faudrait réduire le nombre des fonctionnaires (53%) atteint le niveau le plus élevé jamais enregistré depuis 2017.

Pour mesurer le libéralisme économique, dans une perspective sociopolitique impliquant un partage du pouvoir entre le secteur public et le secteur privé, on a construit un indice reposant sur le fait de vouloir réduire le nombre de fonctionnaires, de faire confiance aux grandes entreprises et de penser que l'État doit faire confiance aux entreprises plutôt que les contrôler, ce qui reflète assez fidèlement les principes d'action de Donald Trump. L'indice de libéralisme économique s'échelonne donc de 0 à 3 en fonction du nombre de réponses positives et peut être dichotomisé entre un niveau bas (0 ou 1 réponse positive) et un niveau élevé (2 ou 3 réponses positives). En France, 55% des enquêtés se situent au niveau supérieur de cet indice (59% en Allemagne, 53% en Italie et 50% aux Pays-Bas). Comme le montre le graphique 1, la proportion d'enquêtés français souscrivant au libéralisme économique a augmenté depuis 2017 puisqu'elle n'était alors en moyenne que de 46%, ce qui vient remettre en cause les idées reçues sur une France fortement ancrée dans les valeurs de gauche.

Graphique 1 : Évolution des indicateurs de libéralisme économique entre 2017 et 2025 (%)



Source : Luc Rouban, CEVIPOF, Baromètre de la confiance politique, vague 16, 2025.

Lecture : pourcentage d'enquêtés tout à fait d'accord ou plutôt d'accord pour réduire le nombre des fonctionnaires, faire confiance aux banques, faire confiance aux grandes entreprises et penser que l'État doit faire confiance aux entreprises pour favoriser la croissance économique.

Le niveau de libéralisme économique reste corrélé avec le vote aux législatives de 2024 : se positionnent en haut de l'indice 33% des électeurs du NFP, 49% des électeurs de candidats « divers gauche », 59% des électeurs écologistes, 76% des électeurs Renaissance ou MoDem ou alliés comme 76% des électeurs Les Républicains, 78% des électeurs de Reconquête !, 63% des électeurs du RN. Par ailleurs, 50% des abstentionnistes ou de ceux qui ont voté blanc ou nul se retrouvent sur la partie haute de l'indice de libéralisme économique.

2.

Qui inclut, en 2017, N. Arthaud, Ph. Poutou, J.-L. Mélenchon ; en 2022, les mêmes plus F. Roussel ; en 2024, les candidats d'extrême-gauche et du NFP

3.

Qui inclut, en 2017, B. Hamon ; en 2022, A. Hidalgo et Y. Jadot ; en 2024, les candidats divers gauche et autres candidats écologistes

4.

Qui incluent, en 2017, E. Macron ; en 2022, E. Macron ; en 2024, les candidats de la majorité présidentielle

5.

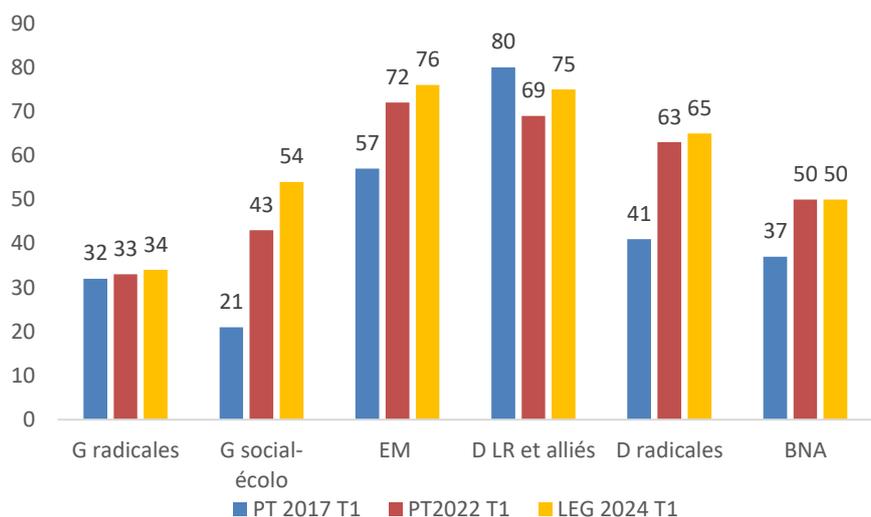
Qui incluent, en 2017, F. Fillon et J. Lassalle ; en 2022, V. Péresse et J. Lassalle ; en 2024, les candidats LR, UDI et divers droite

6.

Qui incluent, en 2017, N. Dupont-Aignan, M. Le Pen, J. Cheminade, F. Asselineau ; en 2022, N. Dupont-Aignan, M. Le Pen, E. Zemmour ; en 2024, les candidats Reconquête ! et RN

Cependant, là encore, l'analyse longitudinale des enquêtes montre une évolution substantielle des valeurs au sein de la gauche et de la droite. On peut ainsi comparer la proportion de ceux qui se situent sur la partie haute de l'indice de libéralisme économique entre le premier tour de l'élection présidentielle de 2017, le premier tour de l'élection présidentielle de 2022 et le premier tour des élections législatives de 2024. On a distingué pour chaque élection la gauche radicale² de la gauche socialiste-écologiste³, le macronisme associé au centrisme du MoDem⁴, la droite Les Républicains avec les divers droite⁵ et les droites radicales ou extrêmes⁶, les votes blancs et nuls associés à l'abstention (BNA). Comme le montre le graphique 2, le positionnement libéral des électeurs de la gauche socialiste ou écologiste s'affirme de plus en plus, tout comme celui des électeurs macronistes ou centristes et celui des électeurs des droites radicales ou extrêmes. Il en va de même des abstentionnistes. Seuls les électeurs Les Républicains ou les électeurs « divers droite » ont vu leur niveau de libéralisme économique baisser ce qui peut s'expliquer par le transfert des plus libéraux vers le macronisme.

Graphique 2 : Le libéralisme économique par électorat entre 2017 et 2024 (% de la partie haute des deux indices)



Source : Luc Rouban, CEVIPOF, Baromètre de la confiance politique, vague 16, 2025.

La demande de libéralisme économique s'associe à la demande d'autorité

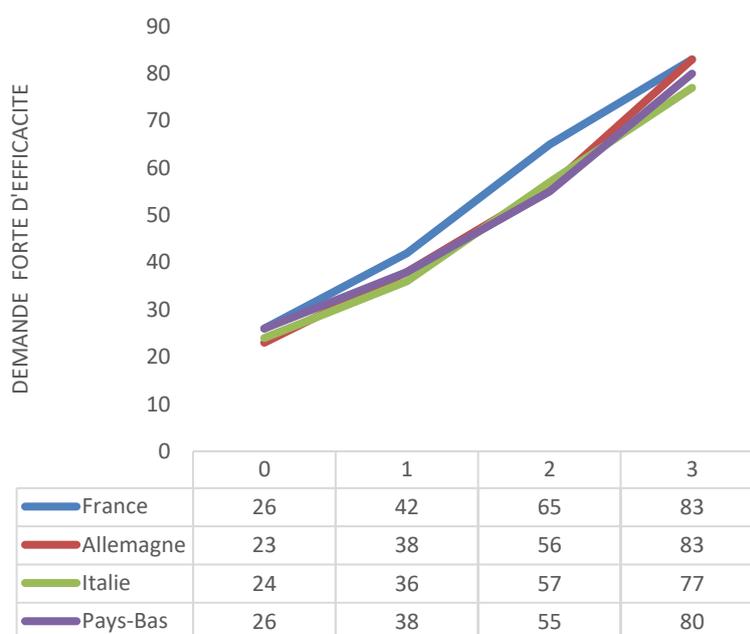
L'une des caractéristiques les plus saillantes du trumpisme reste sa propension à décider vite, de manière réglementaire par *executive orders*, sans passer par les débats du Congrès et le vote de lois. La recherche de l'efficacité propre au monde des affaires est incarnée ici de manière presque caricaturale, dans le style autoritaire comme dans la volonté de court-circuiter les institutions représentatives.

On donc construit un indice d'autorité sur la base de trois questions (« un bon système politique est celui qui a un homme fort à sa tête qui n'a pas à se préoccuper des élections ou du Parlement », « où les experts décident de ce qui est dans l'intérêt général », « où l'armée dirige le pays »). L'indice va de 0 à 3 et a été dichotomisé entre un niveau faible (aucune ou une réponse positive) et un niveau élevé (deux ou trois réponses positives). En France, la proportion des enquêtés se situant au niveau élevé de cet indice est de 36% mais ne se

différencie guère de ce que l'on trouve dans les autres pays, ayant eux-mêmes vu les extrêmes-droites prendre une part importante de l'électorat : 35% en Allemagne, 33% en Italie, 36% aux Pays-Bas.

Cette demande d'autorité, qui ne doit pas être confondue avec l'autoritarisme, impliquant la suppression des droits et des libertés publiques, s'associe à une forte demande d'efficacité, c'est-à-dire d'effet réel du travail politique sur la vie quotidienne, sociale et économique, à l'instar de ce qu'exigeait le mouvement des Gilets jaunes. En France, 48% des enquêtés estiment ainsi « qu'en démocratie rien n'avance, il vaudrait mieux moins de démocratie et plus d'efficacité » ; cette proportion est de 43% en Allemagne, 42% en Italie et 44% aux Pays-Bas. On mesure une forte corrélation entre la demande d'autorité et la demande d'efficacité. En France, seuls 26% des enquêtés se situant au niveau 0 de l'indice d'autorité recherchent avant tout l'efficacité alors que cette proportion passe à 83% parmi ceux qui se situent au niveau 3 de ce même indice. Cette forte corrélation se retrouve dans les quatre pays étudiés comme le montre le graphique 3.

Graphique 3 : La demande d'efficacité en fonction de la demande d'autorité (% de la partie haute de l'indice)



Source : Luc Rouban, CEVIPOF, Baromètre de la confiance politique, vague 16, 2025.

Lecture : 26% des enquêtés français se situant sur le degré 0 de l'indice d'autorité sont fortement demandeurs d'efficacité plutôt que de démocratie. Cette proportion passe à 42% pour ceux qui se situent sur le degré 1. Cette proportion est de 38% en Allemagne.

Si la demande d'autorité est fortement corrélée à la préférence donnée à l'efficacité sur la démocratie, elle l'est également avec le niveau de libéralisme économique. Et c'est là que l'on retrouve l'une des clés du trumpisme. Par exemple, en France, ceux qui se situent au niveau 0 de l'indice de libéralisme économique sont 16% à souhaiter fortement de l'autorité et 26% à préférer l'efficacité à la démocratie. En revanche, lorsqu'ils se situent au niveau 3 de l'indice de libéralisme économique, ils sont 53% à demander fortement de l'autorité et 63% à privilégier l'efficacité sur la démocratie.

Le nouveau centre de gravité du pouvoir

À cette demande d'efficacité et d'autorité s'ajoute le regard particulièrement critique des enquêtés sur le personnel politique. Sans doute, doit-on prendre ici la mesure des conséquences de la conjoncture politique française après les élections législatives de 2024 ayant suscité une nouvelle instabilité gouvernementale et donné à voir un parlementarisme qui ne fonctionnait pas.

À la méfiance, qui suppose qu'il reste une certaine probabilité de succès ou de fiabilité, semble succéder une mise à distance, un discrédit plus profond du monde politique. La politique semble être devenue une activité obsolète ne pouvant plus susciter ni l'enthousiasme ni l'engagement dont il est porteur. Les sentiments dominants, lorsqu'on parle de politique, sont, après la méfiance (37%), le dégoût (26%) et l'ennui (10%). 60% des enquêtés français se disent être tout à fait d'accord ou plutôt d'accord avec l'idée selon laquelle « les gouvernements ne peuvent plus faire grand-chose aujourd'hui, le vrai pouvoir est ailleurs ». Cette proportion est moindre dans les autres pays : 49% en Allemagne, 44% en Italie, 52% aux Pays-Bas.

Et lorsqu'on leur demande où se trouve d'après eux ce vrai pouvoir, les enquêtés français répondent : les marchés financiers (31%), l'Europe (18%), les citoyens (15%), les grandes entreprises privées (12%), les GAFAM, grandes entreprises du Web (12%). Sont à peine mentionnés les collectivités locales (2%), les juges (3%), les réseaux sociaux (3%). On est bien loin du gouvernement des juges, de la toute-puissance des médias ou des réseaux sociaux qui, paraît-il, imposent leurs récits aux électeurs, ou bien du local qui serait devenu l'acteur central de la « gouvernance ».

Plus d'un Français sur deux (55%) estiment donc que le vrai pouvoir se trouve du côté du secteur privé, si l'on additionne les marchés financiers, les grandes entreprises et les GAFAM. Certes, il s'agit de 55% des 60% qui pensent que le pouvoir réel échappe aux gouvernements. Mais cela représente malgré tout 33%, soit le tiers, de tous les enquêtés français.

Les clivages politiques sont peu prononcés : au premier tour des élections législatives de 2024, 58% des électeurs du NFP pensaient que « le vrai pouvoir est ailleurs », contre 59% des électeurs divers gauche, 56% des électeurs des candidats de la majorité présidentielle, 59% des électeurs LR, 70% de ceux de Reconquête ! et 65% de ceux du RN. La catégorie socioprofessionnelle⁷ ne crée pas de clivage particulier ni le niveau de diplôme sauf lorsqu'il dépasse le niveau du Master puisque les titulaires d'un doctorat ou les anciens d'une grande école souscrivent beaucoup moins à cette proposition (49%). L'âge n'a pas non plus d'effet statistique décisif bien que le soutien à l'idée que le pouvoir est ailleurs augmente un peu avec l'âge et la fin des illusions. S'il est partagé par 53% des 18-24 ans, il l'est par 66% des 65 ans et plus, la rupture générationnelle se faisant à partir de 50 ans.

L'idée d'une dépossession politique du gouvernement national, si elle caractérise davantage les droites radicales, est donc désormais assez largement diffusée. Le déplacement du centre de gravité du pouvoir, échappant de plus en plus à la sphère des autorités publiques, pour finir entre les mains de grandes entreprises privées reste toujours l'un des ressorts du vote RN qui exprime notamment la volonté de retrouver la maîtrise des destins individuels et collectifs⁸. En Allemagne, 63% des électeurs de l'AfD souscrivent à cette idée,

7.

Voir leur description en annexe

8.

Luc Rouban, *Les ressorts cachés du vote RN*, Paris, Presses de Sciences Po, 2024

contre 47% de ceux du SPD et 44% de ceux de la CDU-CSU. En revanche, en Italie, les électeurs de Fratelli d'Italia, tout comme ceux de la Lega, n'y souscrivent pas plus que la moyenne (48% dans les deux cas), une faible proportion qui s'explique par les résultats électoraux. Aux Pays-Bas, en revanche, c'est massivement le cas des électeurs du PVV (61%).

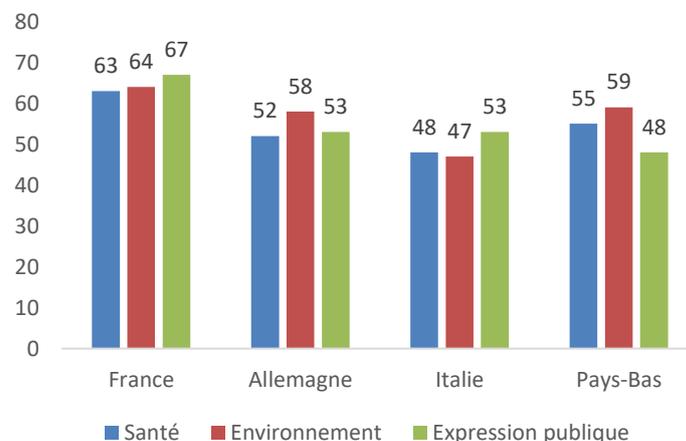
À cette prise en considération d'un affaiblissement de la logique démocratique par l'amenuisement de sa capacité réelle à modifier la situation économique et sociale s'adjoint également une autre dimension relative à la volonté de se mettre à l'abri du politique et de se recentrer sur sa vie mais aussi sur ses droits privés. C'est en cela que l'on retrouve ici les principes libéraux, comme le débat sur la liberté d'expression a pu l'illustrer aux États-Unis.

Le refus d'une emprise publique sur la vie privée

Pour 68% des enquêtés français, « on a tout intérêt à se mettre à l'écart de la vie politique et à se consacrer à sa vie personnelle » et cette proportion inclut 20% d'enquêtés se disant tout-à-fait d'accord avec cette proposition. Celle-ci est plus basse en Allemagne (52%) mais du même niveau en Italie (67%) et aux Pays-Bas (64%). En France, la tranche d'âge ne joue pas sauf pour les 65ans et plus qui souscrivent moins à cette proposition (63%). Ni le niveau de diplôme ni la catégorie socioprofessionnelle n'ont d'effet statistique linéaire, la moyenne baissant seulement à 59% dans les catégories sociales supérieures et à 60% parmi les titulaires d'un doctorat ou les anciens d'une grande école.

À cette relégation de la vie politique s'ajoute un certain rejet d'une emprise publique sur la vie privée. L'on retrouve ici encore des éléments caractérisant le trumpisme qui, tout en se positionnant sur une base conservatrice morale, célèbre la liberté individuelle et le rejet de tout ce qui évoque l'interventionnisme des démocrates sur la société. C'est ainsi que 63% des enquêtés français estiment que « les autorités publiques nous disent trop ce que l'on doit faire dans le domaine de notre santé », que 64% d'entre eux estiment également que ces mêmes autorités « disent trop ce que l'on doit faire en matière d'environnement » et que 67% estiment qu'elles « disent trop ce qu'on a le droit d'exprimer en public ». Dans chacun de ces domaines, c'est en France que l'on obtient les proportions les plus importantes.

Graphique 4 : Le rejet des prescriptions publiques (%)



Source : Luc Rouban, CEVIPOF, Baromètre de la confiance politique, vague 16, 2025.

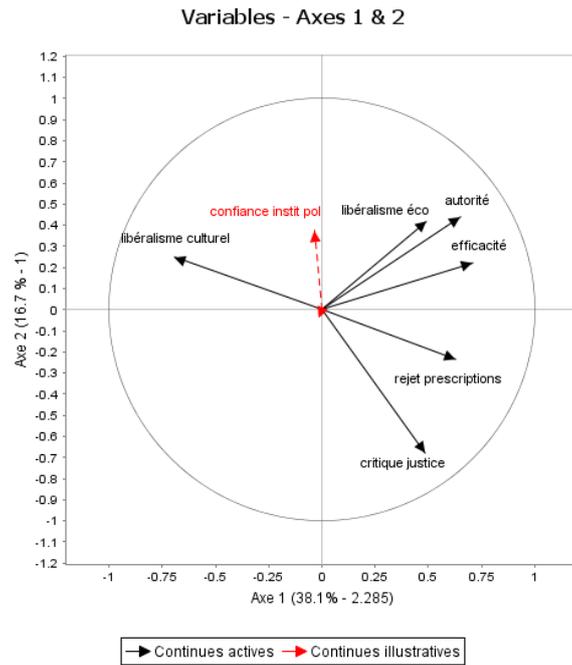
En France, l'intolérance aux prescriptions publiques dans le domaine de la santé ne varie pas avec la tranche d'âge, un peu selon la catégorie socioprofessionnelle dans la mesure où elle baisse légèrement dans les catégories supérieures (53%) et un peu, toujours dans le même sens, en fonction du niveau de diplôme, baissant à partir du niveau master (54%). Elle augmente sensiblement en revanche dans les électors de Reconquête ! (81%) et du RN (74%), reste autour de la moyenne dans l'électorat NFP ou LR et ne baisse vraiment que dans l'électorat de la majorité présidentielle. Il en va de même en matière d'environnement, bien que les 18-24 ans soient en retrait (54%), et en matière de liberté d'expression publique.

Ces trois dimensions sont fortement associées entre elles (alpha de Cronbach, pour la France, de 0,736). On a donc construit une échelle de rejet des prescriptions publiques allant de 0 à 3 puis dichotomisée en un niveau bas et un niveau élevé. C'est en France que la proportion d'enquêtés se situant sur le niveau élevé est la plus importante : 64% contre 54% en Allemagne, 45% en Italie et 54% aux Pays-Bas.

L'univers du trumpisme à la française

À partir de ces premiers résultats, il est possible de restituer l'espace politique du trumpisme, ou du moins de son avatar, en France en se demandant dans quelle mesure il est homogène. Une analyse en composantes principales (ACP) permet de mesurer les associations statistiques entre les divers indices que l'on a construits (graphique 5). Comme le montre le plan factoriel, il existe une association statistique forte entre le libéralisme économique, la demande d'autorité et la préférence donnée à l'efficacité sur la démocratie. Un second espace est celui de l'association entre la critique de la justice et le rejet des prescriptions publiques. L'indépendance de ces deux espaces montre que le trumpisme à la française n'est pas intégré, comme on le verra plus loin. Ces deux espaces sont à l'opposé du libéralisme culturel, mesuré ici par un indice construit sur la base des réponses aux questions portant sur le fait qu'il y a ou pas trop d'immigrés en France, sur le rétablissement de la peine de mort et sur l'ouverture ou la fermeture du pays au monde. Une variable illustrative est constituée par un indice de confiance dans les institutions politiques (confiance dans le gouvernement, l'Assemblée nationale, le Sénat, le conseil municipal et le Parlement européen) dont la variance est clairement à l'opposé de celle qui caractérise la critique de la justice ou le rejet des prescriptions publiques.

Graphique 5 : Espace factoriel du trumpisme à la française

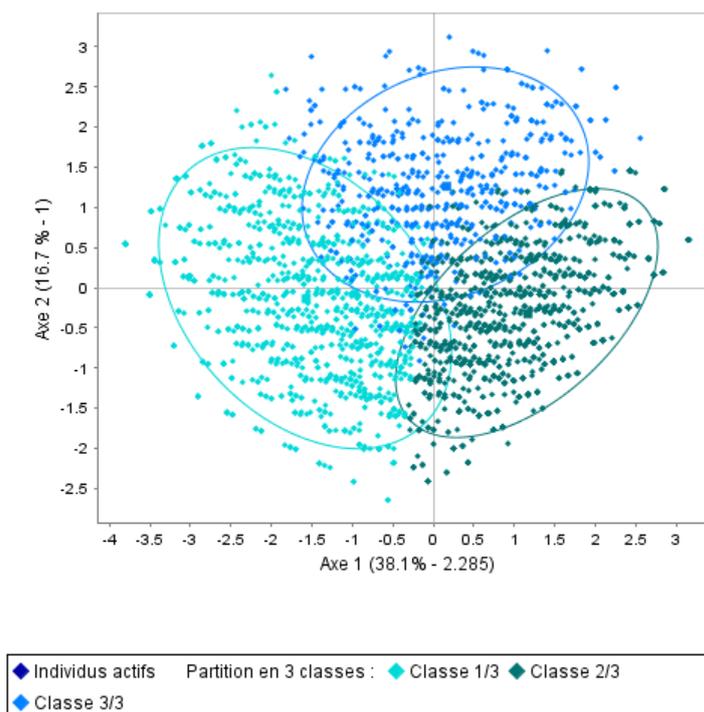


Source : Luc Rouban, CEVIPOF, Baromètre de la confiance politique, vague 16, 2025.

À partir de l'ACP il est possible de mener une analyse ascendante hiérarchique qui met en évidence trois classes d'individus. La classe 1 réunit 39% des enquêtés français. Elle se caractérise par un fort libéralisme culturel mais des positions très éloignées du libéralisme économique, de l'autorité, de la critique de la justice, de la recherche de l'efficacité avant celle de la démocratie et ne rejette pas les prescriptions publiques. La classe 2 est celle du trumpisme ou du trumpisme potentiel. Elle se caractérise en opposition à la classe 1 par un faible libéralisme culturel et un engagement sur l'ensemble des autres indices. Cette classe réunit 42% des enquêtés. La classe 3, qui réunit 19% des enquêtés se caractérise surtout par l'absence de critique envers la justice et une confiance plus grande dans les institutions politiques. Mais cette classe, qui appartient à l'univers du libéralisme culturel, bien qu'en moindres proportions que la classe 1, se révèle libérale sur le plan économique comme la classe 2, et se révèle tout autant demandeuse d'autorité et d'efficacité. Elle réunit des enquêtés plus modestes, moins diplômés que dans les deux autres classes, plus souvent indépendants que salariés.

Graphique 6 : Les classes d'individus du classement ascendant hiérarchique

Individus - Axes 1 & 2



Source : Luc Rouban, CEVIPOF, Baromètre de la confiance politique, vague 16, 2025.

9.
On n'indique ici que les principaux résultats

L'analyse de ces trois classes montre qu'il existe un halo politique autour du trumpisme en France. En termes de valeurs, il réunit 42% des enquêtés mais ces derniers ne se concentrent pas sur un seul parti. La répartition du vote au premier tour des élections législatives de 2024 montre que ses membres ont voté à 8% pour les candidats du NFP⁹, à 15% pour ceux de la majorité présidentielle, à 7% pour les candidats LR ou UDI, à 1% pour les candidats de Reconquête ! qui étaient peu nombreux (mais inversement, 91% des électeurs de Reconquête ! appartiennent à cette classe), à 42% pour le RN et que 20% se sont abstenus ou ont voté blanc et nul. Inversement, 39% des abstentionnistes ou des électeurs ayant voté blanc ou nul appartiennent à cette classe 2, 39% appartiennent à la classe 1 et 22% appartiennent à la classe 3. Ce qui confirme que les abstentionnistes sont loin d'être majoritairement de gauche. On peut comparer dans le tableau 1 comment s'est organisée la distribution des électeurs de chaque parti au sein de chaque classe.

Tableau 1 : À quelle classe appartiennent les électeurs au premier tour des élections législatives (%) ?

	Appartiennent à la :	Classe 1	Classe 2	Classe 3
Ceux qui ont voté :				
NFP		68	17	15
Autre écologiste		45	29	26
Divers gauche		50	39	11
Majorité présidentielle		45	39	15
LR/UDI		34	47	19
Divers droite		19	60	21
Reconquête !		5	91	5
RN		15	71	14
Autre candidat		39	55	6
BNA		39	39	22

Source : Luc Rouban, CEVIPOF, Baromètre de la confiance politique, vague 16, 2025.

Lecture : on n'indique pas ici les candidats d'extrême-gauche, les effectifs étant insuffisants. BNA : vote blanc et nul, abstention. Le tableau montre que les électeurs ayant voté pour le NFP se répartissent à 68% dans la classe 1, à 17% dans la classe 2 et à 15% dans la classe 3.

La recomposition des droites en France est à venir

L'ensemble de ces résultats montre que l'univers idéologique qui caractérise le trumpisme est bien présent en France. À ce titre, les succès récents du RN aux élections européennes et aux élections législatives pourraient bien n'être que la partie émergée de l'iceberg. L'idéologie trumpiste faite de pouvoir vertical, d'autorité, de libéralisme et de dénonciation des procédures judiciaires s'est étendue au-delà des catégories populaires et touche une grande partie des électors du centre et de la droite. Si 52% des catégories populaires appartiennent à la classe 2 « trumpiste », ils sont 44% dans ce cas au sein des catégories moyennes et 38% au sein des catégories supérieures. Si les jeunes de 18-24 ans n'y participent qu'à hauteur de 14% et se distribuent autant au profit de la classe 1 à 42% qu'au profit de la classe 3 à 44%, cette proportion monte ensuite rapidement : c'est le cas de 36% des 25-34 ans puis de 42% des 35-49 ans, de 49% des 50-64 ans et de 54% des 65 ans et plus. C'est dans ce cadre que va s'opérer la recomposition des droites dont le RN peut très bien ne pas être le principal bénéficiaire si le centre de gravité du débat passe des questions identitaires et sociétales à des questions économiques et sécuritaires. Le recentrage sur les missions régaliennes de l'État comme la valorisation de l'entreprise privée supposent en effet des ressources sociales au sein des élites dont le RN est peu doté. Le trumpisme à la française pourrait alors autant bénéficier aux Républicains qu'à Reconquête ! sinon à une forme de convergence politique entre ces deux partis portée par un candidat à la présidentielle de 2027.

Annexe

La définition des catégories socioprofessionnelles

Celles-ci sont définies de la manière suivante : les catégories populaires comprennent les artisans, les commerçants, les employés, les policiers et militaires, les employés administratifs d'entreprise, les employés de commerce, le personnel des services directs aux particuliers, les ouvriers qualifiés, les

chauffeurs, les ouvriers non qualifiés, spécialisés, les ouvriers agricoles, les anciens employés, les anciens ouvriers, les chômeurs n'ayant jamais travaillé. Les catégories moyennes comprennent : les professeurs, professions scientifiques, les contremaîtres, les agents de maîtrise, les employés civils et agents de service de la fonction publique, les agriculteurs exploitants, les professions de l'information, des arts et des spectacles, les instituteurs et assimilés, l'encadrement de la santé et du travail social, le clergé et religieux, l'encadrement administratif de la fonction publique, l'encadrement administratif et commercial des entreprises, les techniciens. Les catégories supérieures comprennent : les chefs d'entreprise de 10 salariés et plus, les professions libérales, les cadres de la fonction publique, les cadres administratifs et commerciaux d'entreprise, les ingénieurs et cadres techniques d'entreprise. On a distingué un quatrième groupe d'inactifs et d'inclassables regroupant les personnes au foyer comme les élèves et les étudiants.